

M. Raphaël SCHELLENBERGER
Député du Haut-Rhin

Monsieur Christophe BECHU
Ministre de la Transition Ecologique
et de la Cohésion des territoires
246 boulevard St Germain
75 007 PARIS

Cernay, le 10 mars 2023

Objet : Avenir de Stocamine
Références : RSC/2303MB

che
Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu organiser un échange avec les parlementaires et exécutifs locaux haut-rhinois sur l'avenir du site de Stocamine le 9 mars 2023 et je vous en remercie.

Le 18 janvier 2021, le Gouvernement annonçait le confinement définitif des déchets situés dans le site de stockage souterrain de Stocamine. L'État actait ainsi le maintien des 40 000T de déchets ultimes sous le sol alsacien, décidant de ne pas aller au-delà du déstockage partiel engagé entre 2015 et 2017. L'annonce d'un point final à l'horizon de 2027 constituait l'épilogue d'un long processus décisionnel précédé d'une succession conséquente d'échanges et d'expertises menés à la suite de l'incendie déclaré en 2002.

Ainsi, les chiffres et dates annoncés hier dans vos propos n'ont aucun caractère novateur bien que les dernières expertises que vous avez diligentées les étayent de façon précise. Ils diffèrent très peu du cadre technique et temporel déjà connu en 2018 et 2019. Seules de nouvelles données relatives aux cuvelages des puits et aux ascenseurs se rajoutent aux contraintes d'un calendrier connu de longue date. L'échange que nous avons eu hier est néanmoins utile pour rappeler à chacun le cadre technique contraint dans lequel il vous reviendra de prendre une décision.

Dans ce contexte, au-delà du choix technique qui vous incombe, je souhaite souligner les **trois impératifs que l'Etat devra prendre en compte dans la mise en œuvre de sa décision afin de renouer avec la confiance**. Ces impératifs figurent au centre de la Proposition de Résolution européenne que j'ai déposée sur le bureau de l'Assemblée Nationale le 6 septembre 2021 :

.../...

1- Une exigence de transparence.

Depuis de longues années, ce dossier doit faire face à une défiance accrue, liée à la confiscation du débat par certains experts. Or, aujourd'hui, toute confiance ne peut venir que de la transparence. Son absence réduit toute faculté à porter des projets collectifs.

L'État doit s'engager pleinement dans une démarche de sincérité, pour pouvoir progressivement rétablir un lien de confiance, en s'appuyant sur des actes concrets. **La transparence effective des études, l'accès direct aux données de mesure et l'ouverture de l'accès au site pourraient en constituer les premiers gestes.**

2- Une exigence de contrôle.

Le déroulement des travaux de la CSS (Commission de Suivi de Site) n'est pas satisfaisant. En effet à de nombreuses reprises la CSS n'a pas été réunie conformément aux prescriptions périodiques. Cela a été particulièrement vrai entre 2018 et 2020, période pendant laquelle les dernières grandes fenêtres de tir en matière de capacités de travaux au fond de la mine existaient.

Alors que l'État est au cœur de la gestion du dossier Stocamine dont il est le décideur principal et final, le contrôle à observer devrait lui être extérieur, s'inscrivant ainsi dans le respect de la séparation des pouvoirs. **Il faudra donc changer l'organe de contrôle pour que les élus du territoire en assurent le fonctionnement tout en disposant de moyens garantis par l'État.** Cette proposition de pilotage de la CSS par les élus figurait dans ma Proposition de résolution européenne sur Stocamine.

3- Une exigence de transmission.

L'État est responsable dans le temps du foncier du site (en sa qualité d'actionnaire unique de la Société des MDPA), tout comme il porte une responsabilité dans la transmission de l'histoire du passé minier du bassin potassique. Le dossier Stocamine ne constitue qu'un épisode de la riche aventure minière alsacienne. Il ne saurait écartier les pages bien plus denses écrites par des générations d'hommes et de femmes qui ont inscrit leur vie dans notre région, depuis la découverte de la potasse en 1904.

L'État est également le garant de la transmission de la technique et des connaissances de ce qui se passe au fond. Il est d'ailleurs intéressant de noter que cet élément fait l'objet d'un travail approfondi autour du projet de centre de stockage profond de déchets radioactifs Cigéo à Bure. L'État devra donc soutenir un important travail de mémoire autour du bassin potassique et particulièrement sur le site du carreau Joseph-Else.

.../...

Quelle que soit la résolution technique qui sera sélectionnée, les conditions de son succès sont identiques : Transparence, Contrôle, Transmission.

Tels sont les éléments que j'ai tenu à vous rappeler lors de l'échange du 9 mars 2023 et je souhaite vivement qu'ils accompagnent vos actions à venir dans ce dossier.

Vous assurant de tout mon engagement, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de ma haute considération.

Comptant sur votre détermination à mettre en œuvre une solution digne pour le Bassin - Parisien,

Raphaël SCHELLENBERGER

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, somewhat abstract scribble that appears to be the name 'Raphaël Schellenberger'.